



PREFET DE LA REGION CENTRE-VAL DE LOIRE

Dossier n° F02416P0056

Arrêté

Portant décision dispensant de réalisation d'une étude d'impact dans le cadre de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

**Le Préfet de région,
Chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur,
Chevalier dans l'Ordre national du Mérite,**

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} janvier 2016 portant délégation de signature du préfet de la région Centre-Val de Loire à Monsieur Christophe CHASSANDE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F02416P0056 relative au projet de défrichement au lieu-dit « Château de la Rozelle » à Cellettes (41) reçue complète le 2 décembre 2016;
- Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 6 décembre 2016;
- Considérant que le projet, situé au lieu-dit « Château de la Rozelle » à Cellettes, a pour objet le défrichement partiel d'une parcelle de 4 ha 41 en vue de l'aménagement d'un lotissement constitué de 38 lots destinés à accueillir des logements individuels ;
- Considérant que le projet relève de la rubrique 51°a) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;
- Considérant que la parcelle à défricher n'intercepte aucun périmètre de protection ou d'inventaire relatif aux milieux naturels, que le projet ne présente pas de sensibilité particulière pour ce qui est notamment de la biodiversité et qu'il n'est pas de nature à remettre en cause l'état de conservation de la zone Natura 2000 la plus proche « Sologne », située à 6,2 km du site ;
- Considérant en outre que le défrichement projeté, qui a été partiellement réalisé, a fait l'objet d'une première autorisation de défrichement délivrée, sans réserve, en 2009 ;
- Considérant que la parcelle concernée est classée en zone 1AU « zone à ouvrir à l'urbanisation à court terme » au Plan local d'urbanisme de Cellettes approuvé le 28 février 2008 et révisé le 7 octobre 2010 ;
- Considérant ainsi que le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts notables sur l'environnement ou la santé humaine,

Arrête

Article 1^{er}

Le projet de défrichement au lieu-dit « Château de la Rozelle » à Cellettes (41) n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Elle ne préjuge pas d'exigence ultérieure relevant d'autres procédures réglementaires.

Article 3

Les voies et délais de recours sont précisés en annexe du présent arrêté.

Article 4

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Fait à Orléans, le 06 JAN. 2017

Pour le Préfet de la région
Centre-Val de Loire et par délégation,
Le Directeur Régional de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement



Christophe CHASSANDE

- **décision imposant la réalisation d'une étude d'impact :**

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Monsieur le Préfet de région

181 rue de Bourgogne

45042 ORLEANS Cedex

(formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

Recours gracieux :

Monsieur le Préfet de région

181 rue de Bourgogne

45042 ORLEANS Cedex

(formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Madame la Ministre de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer

Grande Arche

Tour Pascal A et B

92055 PARIS-LA-DÉFENSE Cedex

(formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal Administratif d'Orléans

28 rue de la Bretonnerie

45057 ORLEANS Cedex 1

(délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique)

- **décision dispensant le projet d'étude d'impact :**

Recours gracieux et hiérarchique uniquement, dans les conditions de droit commun susmentionnés.